



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 49 - 11 avril 1977

sommaire

Page 1 :
ZAIRE : HASSAN II ET GISCARD
AU SECOURS DE MOBUTU

Page 3 :
MALI : L'AIDE INTERESSEE DE
L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Page 4 :
GRANDES MANOEUVRES DIPLOMA-
TIQUES EN AFRIQUE

Page 6 :
TCHAD : COUP D'ETAT ET OPPO-
SITIONS ETHNIQUES

Page 8 :
MADAGASCAR : MASCARADE A LA
RATSIRAKA

Page 9 :
FRANCE : LA GAUCHE AU POUVOIR
UNE SOLUTION POUR LA BOUR-
GEOISIE MAIS PAS POUR LES
TRAVAILLEURS

Page 10 :
NON AUX EXPULSIONS ET A LA
REPRESSION

Page 11 :
CHINE : DES DIZAINES DE CON-
DAMNATIONS A MORT : METHODE
DE DICTATEURS.

prix: 1 Franc

HASSAN II ET GISCARD AU SECOURS DE MOBUTU

La région de Shaba -ex-Katanga- est en grande partie hors de contrôle du régime Mobutu. C'est une région très importante dans l'économie du Zaïre car c'est de là que viennent le cuivre et le diamant qui fournissent 70 % des ressources de l'Etat.

... / ...

On ne sait pas qui sont les insurgés que la grande presse présente comme des "ex-gendarmes Katangais", ni quels sont leurs buts et le soutien que la population leur apporte. Le régime de Mobutu, dictatorial corrompu, soulève des mécontentements multiformes. Mais ce qui est certain, c'est que la population du Katanga ne soutient pas ce régime, de toute évidence vomi, et que les insurgés tiennent en échec l'armée zaïroise, malgré la puissance de son armement.

Quels que soient les incitateurs de l'opposition armée au Shaba, leur action peut cristalliser tous les mécontentements, et surtout révéler au grand jour la fragilité d'un régime qui est, depuis bientôt une quinzaine d'années, le principal point d'appui de l'impérialisme américain dans cette région de monde. A la rapidité avec laquelle l'effondrement du régime de Mobutu se produisait au Shaba, l'effondrement de l'ensemble du régime était prévisible à brève échéance.

Et pourtant, l'impérialisme américain qui, après avoir aidé en son temps Mobutu à s'emparer du pouvoir, l'avait armé et soutenu, ne semblait pas vouloir intervenir directement pour sauver son protégé.

Peut-être parce qu'il ne se faisait guère d'illusions sur la capacité de Mobutu à se maintenir ; et plutôt que de s'engager de trop aux côtés d'un "mauvais cheval", ne voulait-il pas se couper de la possibilité de s'entendre avec un nouveau dirigeant un peu plus capable de susciter des illusions de la part de la population.

Mais l'intervention militaire du Maroc aux côtés de Mobutu -intervention aidée sur le plan matériel par l'impérialisme français, et peut-être même préparée par lui sur le plan militaire- ainsi que les prises de position de l'Egypte et du Soudan, ont montré que les Etats Unis pouvaient-même se payer le luxe de ne pas trop s'engager directement au Zaïre, avec les complications internes et internationales que cela implique, tout en laissant à d'autres le soin de défendre l'ordre du dictateur Mobutu.

Il est, à l'heure où nous écrivons, oiseux de discuter si le Maroc agit sous le commandement direct de l'impérialisme américain ou par impérialisme français interposé. Le fait est que son intervention au service de l'ordre et du statuquo, va tout à fait dans le sens des intérêts de l'impérialisme américain. Si l'intervention marocaine suffit pour consolider Mobutu, les Etats Unis sont gagnants. Si elle n'y parvient pas, l'échec ne rejailli pas sur les USA et laissera à ces derniers la possibilité de changer de fusil d'épaule.

Pour intervenir, Hassan II invoque la solidarité africaine et se réclame de l'OUA. C'est encore au nom quelque sorte du "Panaficanisme" que Sadate approuve bruyamment Hassan II, et que Nemery, dictateur du Soudan, envisage également d'envoyer des troupes. Cela illustre seulement à quel point le panafricanisme signifie la solidarité entre dictateurs africains contre leurs propres peuples.

Et cette solidarité se réalise au profit de l'ordre impérialiste dans cette région de l'Afrique. C'est Hassan II qui est le bras armé de la Sainte-Alliance pour sauver Mobutu. Mais dans cette Sainte-Alliance il y a ouvertement l'impérialisme français, et sans doute l'impérialisme américain.

Pour sauver la peau d'un dictateur vomi par la population de son propre pays, une escalade guerrière est engagée au Zaïre. Ce pays qui a déjà payé, lors de son accession à l'indépendance, un lourd tribut à la domination impérialiste, est menacé d'en payer encore.

Et cela sera inévitablement ainsi, tant que le prolétariat ne sera pas capable de renverser non pas seulement quelques régimes dictatoriaux d'Afrique, mais l'ordre impérialiste, l'impérialisme lui-même.

MALI : l'aide intéressée de l'impérialisme français

Le gouvernement de Moussa Traoré représenté par Charles Samba Cissoko et l'ambassadeur de France au Mali, ont signé le 25 mars dernier, huit conventions financières de plus de un milliard de francs maliens.

Selon "l'Essor", journal gouvernemental, cette somme est un don de l'Etat français à l'Etat malien, sous forme de subventions.

Il arrive de temps en temps que l'impérialisme français débloque un peu d'argent pour des raisons politiques. Il est de son intérêt de ne pas laisser Traoré se noyer dans ses problèmes budgétaires. Mais ici, à l'intérêt économique direct s'ajoute l'intérêt politique. L'argent non remboursable donné à l'Etat malien est destiné à développer la culture arachidière. Autrement dit à développer encore un peu plus cette monoculture dont la production répond aux besoins des trusts alimentaires français et allemands, et notamment aux besoins de la population. L'économie du Mali se trouvera un peu plus liée à la monoculture, et donc au marché mondial, et les paysans maliens un peu plus exploités par les Lésieur etc...

En réalité ce que l'impérialisme français donne d'une main à son fantoche Moussa Traoré, il le récupère beaucoup plus de l'autre par l'intermédiaire des sociétés qu'il contrôle. L'impérialisme gagne des dizaines de milliards de francs maliens. Il peut bien en donner un milliard de temps en temps si cela lui permet de continuer son pillage.

Ce don n'a pas pour autant résolu le problème financier du Mali. Le pays connaît toujours un important déficit commercial. Pour la seule année 1976, ce déficit est de 53,5 milliards de francs maliens. A cela viennent se rajouter plus de 100 milliards de dettes. Et tous les ans le gouvernement malien doit verser les intérêts des sommes empruntées. Pour 1976 ces intérêts s'élevaient à 9,6 milliards.

Une chose est sûre : si l'impérialisme français a accordé quelques miettes à son commis Moussa Traoré, ce n'est pas pour améliorer les conditions de vie de la population. C'est surtout pour aider Moussa Traoré à renforcer son régime dictatorial, pour qu'il défende mieux les intérêts des impérialistes.

§§§§§ §§§§§§ §§§§§

GRANDES MANOEUVRES DIPLOMATIQUES EN AFRIQUE

Le chef de l'Etat soviétique Podgorny, représentant de la bureaucratie russe, vient de terminer un voyage de 13 jours en Afrique noire.

Castro, chef de l'Etat cubain, effectue dans le même temps une tournée dans les pays d'Afrique qui lient amitié avec Cuba.

L'un comme l'autre ont beaucoup parlé durant leur voyage "d'intérêts des peuples", ou de la "liberté des peuples" de l'Afrique, et du rôle que peuvent jouer dans ce domaine l'URSS et Cuba.

Mais les raisons de l'offensive diplomatique soviétique, manifeste depuis quelques trois ans -et appuyée par Cuba- sont plus intéressées.

L'Afrique, avec ses régimes dictatoriaux et instables, avec ses mouvements d'émancipation nationale, est grosse de bouleversements politiques de toutes sortes. Elle est en passe de devenir une des principales arènes dans la lutte d'influence entre grandes puissances. Cette lutte d'influence tantôt sourde, tantôt proche de l'affrontement armé ouvert entre le bloc des puissances impérialistes dirigé par les Etats Unis d'une part, et le camp de l'URSS de l'autre, dure depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. L'enjeu de cette lutte d'influence pour chacun de ces deux blocs est d'assurer la meilleure position militaire, diplomatique, économique dans l'éventualité d'une troisième guerre mondiale.

Pendant plus de vingt ans, ce jeu d'influence planétaire obéissait à une sorte de règle, édictée par l'impérialisme américain, celle du "containement". Cette règle consistait de la part de l'impérialisme américain, à défendre les limites rigides entre les deux blocs, autrement dit à intervenir systématiquement, au besoin par les armes, chaque fois que, à l'intérieur de sa "zone d'influence", un pays risquait de basculer dans la zone d'influence soviétique. C'est au nom de cette doctrine que l'armée US est intervenue contre un grand nombre de mouvements d'émancipation nationale.

La défaite américaine au Vietnam était en même temps la défaite de cette politique, puisque, malgré toutes les forces mises en œuvre, les USA n'ont pas pu empêcher la chute d'un régime qui leur était absolument dévoué.

Depuis, les USA se sont donnés une politique internationale plus souple, visant au fond le même but, c'est-à-dire le maintien de leur hégémonie sur la majeure partie de la planète, mais par des moyens plus souples, plus diplomatiques.

Cette stratégie ne signifie pas l'abandon total des méthodes d'intervention militaire, directe ou indirecte, contre un pays qui risque de prendre des distances par rapport aux USA, mais elle facilite un peu plus pour des pays du tiers-monde, une politique de balance entre les deux puissances.

Bien de chefs d'Etats africains tentent de profiter des circonstances et des rivalités entre grandes puissances pour obtenir de l'une ce que l'autre ne leur avait pas accordé. Ils tentent par ce moyen de consolider leur dictature, récupérer des armements et, plus rarement, un peu d'aide financière. En faisant quelques pas vers l'URSS ils se donnent, de surcroît, une étiquette de "progressiste" à bon compte. L'Egypte de Nasser avait été un des premiers, dans des circonstances internationales plus difficiles à l'époque, à se faire une spécialité de cette attitude.

Depuis, il a fait école, et de la Somalie à l'Ouganda, de la Tanzanie au Congo, en passant par le Mozambique et l'Angola, bien des régimes essayent à des degrés divers, de se tourner vers l'Union Soviétique. Cette dernière profite de l'occasion pour se ménager des points d'appui diplomatiques, sans être pour le moins du monde regardant sur le choix des régimes auxquels elle apporte son appui.

Bien sûr, la présence de l'Union Soviétique en Afrique permet à certains Etats africains de prendre un peu de distance par rapport à l'impérialisme américain. Cela ne va d'ailleurs pas bien loin, et l'attitude actuelle de l'Egypte montre à quel point les alliances de ces régimes avec l'URSS sont fragiles et sujettes à retournements.

Mais de toute façon, c'est une affaire entre les dictateurs africains, la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain - qui a trouvé, soit dit en passant, un soutien peu ragoutant de la part de la Chine en Angola ou au Zaïre par exemple - mais cela ne concerne pas la population exploitée et opprimée.

Les travailleurs, les exploités, n'ont rien à gagner à cette activité de la diplomatie soviétique directement ou par Cuba interposé, même si elle se fait au détriment de la diplomatie américaine. Leur libération ne viendra pas de ce jeu de grandes puissances, mais de leur capacité de renverser les dictatures qui les oppriment, et de les remplacer par leur propre pouvoir étatique, quelque soit le soutien international dont puissent jouir ces dictatures.



TCHAD

COUP D'ETAT ET

OPPOSITIONS ETHNIQUES

Après la tentative de coup d'Etat perpétrée contre le régime militaire dirigé par le général Malloum par des éléments de la garde nomade appartenant à l'armée nationale, N'Djaména, la capitale, vit des moments tragiques.

En moins de trois jours 13 condamnations à mort ont été prononcées par la cour de sûreté de l'Etat créée depuis quelques mois dans le but de juger rapidement et sans appel les opposants politiques.

Les coups d'Etat dans les pays sous-développés d'Afrique, comme le Tchad, s'inscrivent dans la nature des choses.

Car dans ce pays où la moindre démocratie bourgeoise n'existe pas, pas plus que les institutions parlementaires, le coup d'Etat est le seul moyen de changement du personnel dirigeant, voire d'un changement d'orientation politique. C'est d'ailleurs la deuxième tentative de coup d'Etat auquel Malloum est confronté, lui-même qui était arrivé au pouvoir par un coup d'Etat.

La dernière en date semble avoir été le fait d'officiers de la garde nomade originaires du Nord.

Dans l'armée comme dans le reste de l'appareil d'Etat, les principaux postes dirigeants sont monopolisés par des hommes originaires des régions Sud du pays, les Sara. Situation qui pousse ceux des autres ethnies -en particulier du Nord- écartés du sommet de la hiérarchie militaire, à réagir et à tenter de s'imposer par la violence.

C'est précisément en cherchant à se donner une certaine assise que le régime aggrave ce type de problème. Cette assise, il ne peut pas la trouver dans la population. Alors les hauts dignitaires tentent d'en trouver un succédané, en renforçant les liens de clientèle avec ceux de leur ethnie. Ils essayent de se donner une certaine popularité en jouant la solidarité ethnique, en s'appuyant sur les préjugés raciaux et les divisions tribales. Mais ce faisant, ils accroissent leurs difficultés auprès des autres ethnies.

Ainsi donc les dictatures au Tchad comme dans bien d'autres pays d'Afrique, renforcent, voire suscitent le chauvinisme d'ethnie, la haine d'une fraction ethnique de la population contre une autre.

Le régime de Malloum ne peut agir autrement. Car la population qui avait accueilli avec soulagement le renversement de Tombalbaye par des militaires connaît le plat que ceux-ci ont servi : la terreur et la répression.

.../...

C'est une dictature féroce qui s'impose à la population comme la plupart des dictatures en Afrique. Le régime joue donc inévitablement la carte de l'ethnisme.

Les opposants de l'armée qui ont cherché à renverser Malloum, en ont fait autant, en jouant, eux, essentiellement sur les sentiments ethniques de ceux du Nord.

Bien évidemment, les travailleurs n'ont pas à se laisser entraîner sur ce terrain. Ils doivent combattre toutes les formes de haine ethnique; ils doivent combattre toutes les formes de micro-nationalisme. Mais il faut qu'ils sachent également que combattre le micro-nationalisme au nom d'un nationalisme plus général, du nationalisme tchadien en l'occurrence, c'est encore faire fausse route et contribuer à perpétrer l'exploitation et l'oppression.

Les travailleurs ne combattent pas l'ethnisme au nom du nationalisme. Ils le combattent au nom de l'internationalisme.

% % %

MADAGASCAR : MASCARADE A LA RATSIRAKA

Deux élections viennent de se dérouler à Madagascar, l'une le 20 mars pour désigner les comités exécutifs des Fokontany (municipalités urbaines et rurales) et l'autre, le 3 avril pour désigner les présidents de ces comités. Nous ne connaissons que les résultats des élections des présidents de comités élus à la majorité relative ; mais ils sont significatifs.

Ces comités auront pouvoir de décision pour les actions locales - comme le nettoyage - mais n'auront aucun pouvoir de décision pour le reste. D'ailleurs ils seront flanqués d'un administrateur nommé en droite ligne par le ministère de l'intérieur.

Cinq listes ont été autorisées à se présenter : ceux qui ont soutenu le gouvernement en faisant partie du "Front de Défense de la Révolution" créé par Ratsiraka :

- AREMA (Avant garde de la Révolution Malgache) , de Ratsiraka.
- AKFM-KDRSM : du pasteur Randriamanjato, pro-soviétique, qui soutient entièrement Ratsiraka
- VONJY : du Dr. Razanabahiny Marojama, issu du PSD (Parti Social Démocrate de Tsiranana) pour soutenir Ramanantsoa.
- UDECMA (Union des Démocrates Chrétiens de Madagascar), créé en 1970.
- MONIMA : De Monja Jaona, opposition, qui participe au CSR (Conseil Suprême de la Révolution) .

Le PSM (Parti Socialiste Malgache : ex-PSD) et le MFM (extrême gauche) n'ont pas été autorisés à se présenter car ils ne soutiennent pas le Front.

Les résultats ont donné une majorité écrasante des sièges à l'AREMA : 99% , et même 100% dans certaines grandes villes comme : Morondava, Manakara, Tamatave, Diégo-Suarez, Mananjanary, et Manja, Belo etc... et même Tuléar-ville, fief du MONIMA. Et pour la totalité des Fokontany de la province de Tuléar, l'AREMA obtient 98,90 % des sièges, le VONJY 0,6 et le MONIMA 0,5% .

Le référendum de 1975 ne suffit plus à Ratsiraka. Il a cherché à se faire plébisciter une 2^e fois par l'intermédiaire de l'AREMA. En même temps il voulait mettre en place les hommes d'un mouvement qu'il avait créé lui-même et qui lui sont dévoués, afin de mieux encadrer la population.

En procédant à des élections, Ratsiraka a cherché à montrer que son système administratif est démocratique. Mais les 100 % que son mouvement a recueilli dans certaines villes sentent trop la fraude et les manipulations pour que son opération électorale donne du crédit à ses prétentions de "démocratie".

Pour ce qui est des résultats de la province de Tuléar que nous avons indiqués , peut-être que la fraude y est pour beaucoup dans la faiblesse des voix pour le MONIMA ; mais cela est aussi dû à la politique du MONIMA.

C'est lui-même qui a soutenu Ratsiraka en entrant au CSR et au Front, tous deux créés par Ratsiraka. Si la population vote AREMA au lieu de voter MONIMA, quoi de plus logique ?

Ratsiraka ressort donc vainqueur de ces élections, et tous les partis qui se sont présentés y ont contribué.

Le nouveau système administratif sera entièrement docile à Ratsiraka. Les comités exécutifs et les présidents des Firaïsam-pokontany (sous-préfecture) et des Fivondronam-pokontany (préfecture) et des Faritany (province) devront être obligatoirement élus parmi ces élus de Fokontany et par eux-mêmes, c'est-à-dire par l'AREMA !

En prime ce système administratif est "bon marché" pour le budget de l'Etat, car les tâches locales de police et de nettoyage entr' autres reviendront à la charge de la population...

FRANCE

LA GAUCHE AU POUVOIR : UNE SOLUTION POUR LA BOURGEOISIE MAIS PAS POUR LES TRAVAILLEURS !

Après les résultats des récentes élections municipales en France qui ont montré une nette poussée de la gauche (Parti Communiste, Parti Socialiste et Radicaux de Gauche) les travailleurs se demandent qu'est ce qui peut changer pour eux. Certains pensent que la gauche au pouvoir, cela signifie une victoire pour les travailleurs. Et d'autres disent que ce sera pire.

Dès maintenant la gauche montre ce qu'elle va faire plus tard. Alors que l'Etat applique le "plan Barre" pour aider les capitalistes en bloquant les salaires quand les prix augmentent, alors qu'il faut une offensive générale de la classe ouvrière, les confédérations syndicales qui soutiennent l'Union de la Gauche cherchent avant tout à se montrer responsables en refusant d'organiser toute lutte d'ensemble.

Mais dans les élections, la gauche a plus de voix parce que beaucoup de travailleurs se font des illusions sur elle. Et si les bourgeois la laissent arriver au pouvoir c'est pour que la gauche utilise la confiance des travailleurs pour leur faire accepter l'austérité et les licenciements. En somme ce sera pour faire ce que le Parti communiste fait actuellement en Italie : soutenir le plan d'austérité.

D'ailleurs la police, l'armée et la justice resteront les mêmes, avec les mêmes personnes.

Mitterand, Marchais et les dirigeants syndicaux disent dès maintenant qu'il faudra faire des sacrifices, qu'il ne faudra pas demander trop de choses, qu'il faudra relever l'économie. L'Union de la Gauche ne représente, ni de près, ni de loin, les intérêts des travailleurs. Elle représente une alternative politique pour la bourgeoisie. Une fois au pouvoir, l'Union de la Gauche utilisera son audience dans la classe ouvrière, pour mener une politique de droite.

Et si les travailleurs manifestent et occupent les usines, le gouvernement de l'Union de la Gauche leur enverra la police tout comme l'actuel gouvernement, sinon encore plus. Si Giscard a peur des travailleurs et n'ose pas leur imposer une plus grande austérité, c'est parce qu'il n'arrive pas à les contrôler. La gauche elle, hésitera moins.

Cela, il faut que les travailleurs le sachent. Ils ne doivent pas se faire d'illusion sur l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce que les travailleurs peuvent obtenir, c'est par leurs propres luttes qu'ils l'obtiendront.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* *
*

non aux expulsions et à la répression

La situation des travailleurs émigrés en France, en particulier des travailleurs africains, devient de plus en plus scandaleuse.

Partout, aussi bien dans le métropolitain que dans les quartiers, la police contrôle systématiquement ces travailleurs. Ce n'est pas pour les protéger comme cela devrait être le rôle de la police, mais pour les intimider et les maintenir dans l'insécurité ; ceux qu'ils protègent, ce sont les riches, les bourgeois dont ils servent les intérêts ; mais de la protection des travailleurs émigrés, de leur sécurité, la police s'en moque.

Ces contrôles augmentent également le nombre des expulsions. Depuis le 15 janvier 1976, un décret ministériel indique que les travailleurs émigrés qui chôment plus de 6 mois peuvent être expulsés à tout moment. Ce décret vient s'ajouter aux récentes mesures qui permettent l'expulsion de ceux qui ne possèdent pas la carte de séjour.

Les possibilités légales d'expulsion ne suffisent même pas à certains policiers racistes. C'est ainsi qu'il en est qui vont même jusqu'à déchirer les cartes de séjour de certains camarades, sous prétexte qu'elles sont fausses, pour les placer en situation irrégulière et les expulser aussitôt du territoire français. Ils agissent ainsi dans l'impunité totale.

CHINE: des dizaines de condamnations à mort : méthode de dictateurs

Au cours de la première quinzaine du mois de mars, plusieurs dizaines de personnes ont été exécutées en Chine Populaire. Selon les informations du gouvernement chinois, certains des condamnés sont coupables de délits de droit commun. Les autres sont accusés soit de s'être apprêtés à distribuer des tracts, soit de faire obstacle à la critique de la "bande des quatre".

Ainsi donc dans cette Chine qui passe pour beaucoup d'oppositionalistes comme un modèle à suivre, on condamne à mort simplement pour délit d'opinion.

Ceux qui s'opposent aux nouveaux dirigeants de Pékin, sont anéantis physiquement. Ce régime agit de la même manière que n'importe quelle dictature.

Ceci n'est pas nouveau en Chine. Déjà du temps de Mao, bien des opposants ont été éliminés aussi violemment.

Le consensus populaire dont bénéficiait Mao masquait les aspects policiers de son régime. Les grandes manifestations, les défilés monstres, les mobilisations répétées d'une population encadrée tenaient lieu de démocratie.

La nouvelle équipe n'a pas le prestige de Mao. Elle ne s'embarasse pas d'organiser des manifestations pseudo-démocratiques. Elle laisse agir l'appareil policier. Le régime chinois prendra de plus en plus l'aspect d'une dictature militaro-policière, comme dans tant d'autres pays sous-développés.

Ces dernières condamnations constituent des étapes sur cette voie.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui rêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.